



AS/Ega/Inf (2015) 16
21 décembre 2015
Fegadocinf16_2015
Original : Français

Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Activités en 2014-2015

Note d'information

de Mme Gülsün Bilgehan, Présidente, Turquie, Groupe socialiste

1. Introduction

1. En 2010, la Commission sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes est devenue la Commission sur l'égalité et la non-discrimination. Son mandat couvre désormais tous les aspects de la lutte contre les discriminations quel que soit le motif (l'âge, le sexe, l'origine nationale ou sociale, l'orientation sexuelle, le handicap, etc.), ainsi que toutes les formes de racisme et d'intolérance.

2. Cet élargissement du mandat de la commission avait été décidé dans le cadre d'une réforme globale de l'Assemblée parlementaire visant à « *renforcer sa pertinence politique et son efficacité, d'être plus visible et d'améliorer l'engagement et la participation de ses membres* ». Un objectif supplémentaire consistait à « *renforcer l'interaction entre l'Assemblée et les parlements nationaux, ainsi que la coopération interparlementaire* »¹.

3. Le bilan des activités de la commission pour la période 2012-2013 avait été réalisé par Mme Tina Acketoft en sa qualité de présidente de la commission et avait permis de donner des orientations utiles aux travaux de notre commission². Ainsi, en 2014, le mandat de Rapporteur général sur la lutte contre le racisme et l'intolérance a été approuvé, la création d'une Alliance parlementaire contre la haine a été décidée et la sous-commission sur le handicap et l'inclusion a été constituée.

4. Dans la présente note d'information, je souhaite renouveler cet exercice pour la période 2014-2015 et formuler des propositions en vue de les soumettre à l'examen des membres. La période considérée coïncide avec le mandat de Mme Gisela Wurm à la présidence de la commission (2014) et avec le mien en 2015.

2. Bilan des activités en 2014-2015

2.1. Diversification des thèmes couverts

5. Les travaux de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination sont axés sur trois thèmes prioritaires: la prévention et la lutte contre le racisme et l'intolérance, la lutte contre les violences faites aux femmes et la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les mandats des trois rapporteurs généraux correspondent à ces priorités. Des thématiques plus spécifiques ont également été traitées par la commission : les droits des minorités, l'égalité de genre et les droits des personnes handicapées. Ces thèmes correspondent au mandat des trois sous-commissions.

6. Sur la période 2014-2015, la commission a présenté **15 rapports** qui ont été débattus en sessions plénières et commissions permanentes³. Cela représente une augmentation par rapport à la période 2012-2013 au cours de laquelle 13 rapports avaient été présentés par la commission.

7. En 2014-2015, les thèmes étudiés ont été les suivants :

- la violence à l'égard des femmes (3 rapports),
- l'égalité entre les femmes et les hommes (2 rapports),
- la lutte contre les discriminations, fondées sur le handicap, l'identité de genre ou la religion (3 rapports),
- le racisme, l'intolérance et le discours de haine (3 rapports),
- l'égalité et la non-discrimination (dans l'accès à la justice, en situation de crise économique, coopération des parlements avec les institutions nationales des droits de l'homme) (3 rapports),
- les droits des minorités (1 rapport).

8. Les thèmes couverts par ces rapports témoignent de la diversification des sujets étudiés par la commission conformément à son nouveau mandat. La vue d'ensemble des rapports élaborés en 2014-2015 et ceux en cours d'élaboration indique que la transition entamée en 2010 a été achevée avec succès.

9. La préparation des rapports a donné lieu à **12 visites d'information** : au Portugal, en Grèce, en Islande, en Allemagne, en France, aux Pays Bas, en Tunisie, au Maroc, en Espagne, en Finlande, en Suède et en Norvège.

¹ Résolution 1822 (2011) de l'Assemblée parlementaire, paragraphe 3.

² AS/Ega Inf (2013) 30, Activités en 2012-2013, Note de Mme Tina Acketoft, Présidente, Suède, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, 29 novembre 2013.

³ Liste complète à l'Annexe 1.

10. La variété des thèmes caractérise les rapports actuellement en préparation et qui seront débattus en 2016-2017 :

- la violence à l'égard des femmes (3 rapports),
- l'égalité entre les femmes et les hommes (2 rapports),
- la lutte contre les discriminations fondées sur la religion ou le handicap (2 rapports),
- le racisme, l'antisémitisme, le discours de haine (2 rapports),
- les droits des minorités (1 rapport).

11. Au cours de la période 2014-2015, la commission a également présenté **5 avis**. La liste⁴ de ces avis montre que la commission a pris toute sa place dans le processus d'attribution aux Etats voisins du statut de partenaire pour la démocratie, ce qui contribue à la visibilité de la commission et des thèmes qu'elle porte (droits des femmes, droits des personnes LGBT et lutte contre les discriminations, en particulier).

2.2. Diversification et visibilité des activités et des structures

12. Au cours de l'exercice biennal précédent, la commission a poursuivi son objectif de diversifier ses activités, en parvenant à établir un équilibre entre l'élaboration des rapports et les autres activités visant à donner plus d'impact et de visibilité à ses travaux.

13. Le **Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence** a continué ses activités de sensibilisation et de promotion de la Convention d'Istanbul, grâce aux contributions volontaires qu'il a reçues. L'entrée en vigueur de la Convention d'Istanbul en août 2014 a marqué une étape importante dans ce travail de promotion. La phase de la mise en œuvre de la Convention s'est ouverte et le Réseau a été amené à examiner les moyens à sa disposition pour que les parlements nationaux et l'Assemblée parlementaire jouent pleinement leur rôle dans le suivi de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul.

14. En 2014, la commission a pris l'initiative de créer une **Alliance parlementaire contre la haine** dont le lancement a eu lieu en janvier 2015. L'Alliance est constituée de parlementaires engagés à agir et à prendre la parole contre les manifestations de haine et de racisme. La mise en place de l'Alliance a malheureusement montré toute sa pertinence à la suite des attentats commis à Bruxelles, à Paris et à Copenhague fin 2014 et début 2015. Ses activités ont consisté à organiser des auditions sur des thèmes d'actualité tels que les limites de la liberté d'expression, l'antisémitisme et la prévention de l'islamophobie dans la lutte contre la radicalisation menant au terrorisme. Au 15 décembre 2015, l'Alliance rassemblait 54 membres.

15. La commission a désigné **trois rapporteurs généraux** : un sur la violence à l'égard des femmes, un sur les droits des personnes LGBT et un sur le racisme et l'intolérance. Les rapporteurs généraux ont contribué à faire connaître les thèmes relevant de leurs compétences et à renforcer la visibilité de l'Assemblée dans ces domaines.

16. En 2014, la commission a confirmé les sous-commissions sur l'égalité de genre et sur les droits des minorités. Elle n'a pas reconstitué la sous-commission sur le racisme et la xénophobie dont le mandat est désormais couvert par le nouveau rapporteur général sur le racisme et l'intolérance. Elle a en revanche mis en place une nouvelle sous-commission sur le handicap et l'inclusion. Les mandats des **trois sous-commissions** ont été reconduits en 2015 et des auditions et des échanges de vues ont été organisés pendant les sessions de l'Assemblée.

17. Pendant la période 2014-2015, **trois sous-commissions ad hoc** ont également été constituées pour participer à des conférences internationales :

- Conférence internationale du Processus Nord-Sud pour le Renforcement du Rôle des Femmes « *La participation des femmes à la vie politique dans les pays du Sud et l'Est de la Méditerranée : défis et opportunités* », 17-18 juin 2014, à Rabat (Maroc) ;
- Conférence « *A l'abri de la peur, à l'abri de la violence* » célébrant l'entrée en vigueur de la Convention d'Istanbul, 18-19 septembre 2014, à Rome (Italie) ;
- Conférence sur « *Le suivi de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul: nouvelles synergies* », 20 octobre 2015, à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine).

⁴ Liste complète à l'Annexe 2.

18. La visibilité des travaux de la commission a été accrue au cours de la période grâce aux réseaux sociaux. Les auditions organisées dans le cadre de l'Alliance parlementaire contre la haine et du Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence ont été relayées sur les réseaux sociaux. La page Facebook du Réseau s'est fortement développée et a dépassé 2000 *likes* en décembre 2015. De plus, la commission a créé en novembre 2015 un compte Twitter (@PACE_Equality) qui permet d'informer en temps réel sur les activités de la commission et de ses membres.

2.3. Coopération avec d'autres commissions de l'Assemblée et structures du Conseil de l'Europe

19. Dans le cadre de ses activités, la commission a attaché une grande importance à la coopération avec d'autres commissions de l'Assemblée, en tenant ainsi compte du caractère transversal d'un grand nombre de questions relevant de son domaine de compétences.

20. La commission s'est tout d'abord vue attribuer un rôle au sein de la nouvelle Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme, créée en janvier 2015. Le/la président/e de la commission y siège ex-officio. De cette manière, le point de vue de la commission peut s'exprimer lors du processus de sélection des futurs juges à la Cour européenne des droits de l'homme.

21. En 2014-2015, la commission a organisé des réunions jointes avec la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable (sur l'exploitation sexuelle des filles et sur la prévention de l'islamophobie dans la lutte contre la radicalisation des jeunes), la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme (sur la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre), la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles (sur la dimension de genre et la corruption).

22. Par ailleurs, la commission a établi de bonnes relations de travail avec les principaux organes du Conseil de l'Europe œuvrant dans les domaines relevant de ses compétences. Elle a tenu de nombreux échanges de vues sur des sujets particuliers et/ou sur la coopération mutuelle avec, entre autres, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et la Secrétaire Générale Adjointe (notamment sur la violence à l'égard des femmes), le Commissaire aux droits de l'homme, la Commission de Venise, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) et d'autres organes relevant de la Direction générale de la Démocratie. Elle a également organisé en 2014 une réunion jointe avec le Comité d'experts sur les droits des personnes handicapées du Conseil de l'Europe (DECS-RPD) sur l'inclusion des personnes handicapées dans la société.

23. Conformément à sa pratique, la commission a invité les membres des organes de suivi compétents du Conseil de l'Europe et les correspondants sur les questions de genre dans les pays concernés à ses réunions organisées en dehors de Strasbourg et de Paris (Vienne, mars 2014).

2.4. Coopération avec d'autres organisations et instances internationales

24. En 2014-2015, la commission a tenu des échanges de vues ou organisé des manifestations avec la participation de représentants des organes suivants :

- Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA),
- Parlement européen (Commission de l'emploi et des affaires sociales et Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures),
- Union interparlementaire (UIP),
- Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE,
- Comité d'experts des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées (UNCRPD).

2.5. Personnalités invitées

25. La commission a eu l'honneur d'accueillir des personnalités pour des échanges de vues thématiques. Mme Gabriele Heinisch-Hosek, Ministre fédérale de l'Education et de la Condition féminine d'Autriche, et Mme Samira Meraïi Friâa, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance de Tunisie, ont participé à des réunions de la commission et du Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence. La Présidente de l'Assemblée parlementaire a également été très présente, en particulier dans les travaux de l'Alliance qui ont largement bénéficié de son soutien et des activités de promotion auprès de personnalités internationales, et notamment sa Sainteté le Pape François et le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-moon.

26. Une représentation du spectacle « *Blessées à mort* », de Mme Serena Dandini et Mme Maura Misiti, a été donnée lors d'une session de l'Assemblée parlementaire (avril 2014).

2.6. Participation

27. Le taux moyen de participation aux réunions de la commission a poursuivi sa hausse en 2014 en atteignant 52.8%, puis est tombé à 41.5% en 2015⁵. La participation aux sessions de l'Assemblée est restée élevée mais a diminué au cours de l'exercice biennal (58% en moyenne en 2015 et 67% en 2014). De même, le niveau de participation aux réunions de la commission tenues en dehors de Strasbourg s'est stabilisé autour de 27% tout au long de l'année 2015, alors qu'il était d'environ 35% en 2014.

28. Il doit également être signalé que la participation des membres aux réunions des sous-commissions est globalement faible, certaines réunions n'ayant pas permis de réunir plus de cinq membres.

29. Ces chiffres ne devraient toutefois pas masquer la qualité des échanges au sein de la commission et je remercie les membres pour leurs contributions lors de l'examen des textes, des auditions et échanges de vues, les informations qu'ils apportent dans le cadre du débat libre. Je tiens tout particulièrement à saluer l'atmosphère constructive et respectueuse dans laquelle nos débats ont eu lieu au cours de la période 2014-2015.

3. Propositions d'action future

3.1. Thèmes

30. En termes de **priorités**, le racisme, l'intolérance et le discours de haine sont clairement apparus comme une priorité devant faire l'objet d'une attention continue dans les années à venir, ces problèmes étant particulièrement pressants dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. La lutte contre le terrorisme et la radicalisation menant au terrorisme, engagée dans de nombreux Etats, présente un fort risque de mener à des mesures restreignant les libertés individuelles mais également d'attiser la xénophobie et la stigmatisation de certains groupes.

31. L'égalité de genre et la violence à l'égard des femmes devraient rester l'un des principaux sujets examinés par la commission. La place des femmes dans la vie économique n'a pas été abordée en tant que telle par notre commission et mériterait de s'y consacrer, de même que la place des femmes dans l'espace public et notamment les phénomènes de harcèlement dont elles sont trop souvent l'objet.

32. Les thèmes relatifs à la discrimination devraient également être approfondis afin de tirer pleinement profit de l'expertise de notre commission sur ces questions et d'accroître nos activités de coopération avec les différentes organisations et institutions engagées dans ce domaine. L'analyse des situations de discrimination multiple ou intersectionnelle pourrait utilement être menée et pourrait s'avérer particulièrement pertinente au regard de la transversalité des questions traitées par la commission (violence à l'égard des femmes et handicap, appartenance à un groupe minoritaire et personnes LGBT, discriminations spécifiques à l'égard de femmes appartenant à certains groupes ethniques, etc.).

33. Des auditions sur des questions d'actualité pourraient également être organisées plus régulièrement au sein de notre commission.

34. J'invite les membres de la commission à prendre l'initiative et à présenter des propositions de résolution ou de recommandation tout en gardant à l'esprit les thèmes prioritaires de la commission et le souhait de maintenir une certaine diversité dans les sujets traités.

3.2. Renforcement des activités et des structures

35. La Commission sur l'égalité et la non-discrimination se distingue de presque toutes les autres commissions de l'Assemblée par ses activités autres que la rédaction de rapports. L'évaluation que je fais du travail de sensibilisation mené par le Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence et l'Alliance parlementaire contre la haine est très positive :

- il renforce l'impact de l'Assemblée en favorisant la mise en œuvre de ses textes ;

⁵ Le taux moyen de participation aux réunions de la commission était de 44% en 2012 et de 49% en 2013.

- il encourage la participation active des membres de l'Assemblée et leur donne la possibilité d'utiliser pleinement leur double mandat en les dotant d'outils pour traduire à l'échelle nationale les mesures prises à Strasbourg ;
- il améliore la visibilité de l'Assemblée dans les Etats membres du Conseil de l'Europe et auprès des organisations et institutions internationales.

36. Je recommande ainsi sans réserve à la commission de poursuivre dans cette voie, tout en ayant à l'esprit que les activités de sensibilisation du Réseau et de l'Alliance ne peuvent être intensifiées sans la participation active des membres et le soutien des Etats, notamment par des contributions volontaires.

37. En outre, il serait utile, à mon sens, de renforcer les activités de campagne et de sensibilisation sur la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et sur l'identité de genre. J'encourage le Rapporteur général sur les droits des personnes LGBT à formuler des propositions dans ce sens.

38. Enfin, j'invite les membres à être actifs sur les réseaux sociaux et à relayer les activités de la commission.

3.3. Participation des membres

39. Je voudrais tout d'abord féliciter les membres ayant des mandats de rapporteurs, rapporteurs généraux, membres de bureaux, membres du Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence ou de l'Alliance parlementaire contre la haine ainsi que tous les membres qui ont activement participé aux travaux de la commission pour leur implication et leur disponibilité tout au long de la période 2014-2015.

40. Il faut toutefois constater que la participation globale des membres aux réunions de la commission a baissé cette dernière année. Cette évolution devrait nous amener à une réflexion sur les moyens de favoriser la participation d'un plus grand nombre de membres aux travaux de la commission.

41. Une inquiétude particulière doit être signalée au sujet des sous-commissions dont les réunions ont souvent réuni un très faible nombre de participants. Une exception a été constituée par la tenue d'une audition jointe entre deux sous-commissions en octobre 2015 qui a permis une bonne participation des membres. L'identification de thèmes transversaux paraît ainsi être une voie à explorer pour les sous-commissions afin d'accroître leur impact potentiel.

42. Dans le rapport d'activités pour la période 2012-2013, la vigilance des membres avait été attirée sur la répartition hommes-femmes parmi les rapporteurs pour rapports qui était nettement favorable aux hommes (9 hommes et 5 femmes rapporteurs). La situation a évolué au cours de la période 2014-2015 pour parvenir à une égalité presque parfaite : sur un total de 15 rapports débattus, 8 rapporteurs étaient des femmes et 7 des hommes. Toutefois, l'examen des rapports en cours de préparation montre que la tendance est en train d'évoluer à nouveau mais cette fois en faveur des femmes : sur les 9 rapports en préparation, seuls 3 rapporteurs sont des hommes.

43. J'encourage ainsi les hommes membres de la commission à assister et participer davantage à ses réunions et à se porter candidats comme rapporteurs.

3.4. Coopération

44. La commission devrait :

- continuer d'entretenir de bonnes relations de travail avec toutes les structures du Conseil de l'Europe qui traitent de questions relevant de son mandat, et
- renforcer le dialogue et la coopération avec d'autres instances et organisations internationales.

45. La commission devrait en particulier envisager la tenue d'activités conjointes de campagne et de sensibilisation sur des thèmes prioritaires. Les contacts établis en 2015 avec le Parlement européen dans le cadre de l'Alliance parlementaire contre la haine et du Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence devraient être approfondis en ce sens.

Annexe 1
Liste des rapports de la commission débattus en 2014-2015

2014

- Res. 1212 Les droits des femmes et les perspectives de coopération euro-
 Rec. 2053 méditerranéenne
 Rapporteuse : Mme Saïdi, Belgique, SOC
- Res. 1967 Une stratégie pour la prévention du racisme et de l'intolérance en Europe
 Rec. 2032 Rapporteur : M. Gunnarsson, Suède, SOC
- Res. 1968 La lutte contre le racisme dans la police
 Rapporteur : M. Davies, Royaume-Uni, CE
- Res. 1983 Prostitution, traite et esclavage moderne en Europe
 Rapporteur : M. Mendes Bota, Portugal, PPE/DC
- Res. 1985 La situation et les droits des minorités nationales
 Rec. 2040 Rapporteur : M. Kalmár, Hongrie, PPE/DC
- Res. 1998 Améliorer la coopération entre les institutions nationales des droits de l'homme et les
 parlements en matière d'égalité et de non-discrimination
 Rapporteuse : Mme Zappone, Irlande, GUE
- Res. 2027 Prévenir la violence à l'égard des femmes en se concentrant sur les auteurs
 Rapporteuse : Mme Kyriakidou, Chypre, SOC

2015

- Res. 2039 Egalité et insertion des personnes handicapées
 Rec. 2064 Rapporteuse : Mme Quintanilla Barba, Espagne, PPE/DC
- Res. 2032 L'égalité et la crise
 Rapporteur : M. Villumsen, Danemark, GUE
- Res. 2036 Combattre l'intolérance et la discrimination en Europe, notamment lorsqu'elles visent
 des chrétiens
 Rapporteur : M. Ghiletschi, République de Moldova, PPE/DC
- Res. 2048 La discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe
 Rapporteuse : Mme Schembri, Malte, SOC
- Res. 2054 L'égalité et la non-discrimination dans l'accès à la justice
 Rapporteur : M. Badea, Roumanie, PPE/DC
- Res. 2069 Reconnaître et prévenir le néo-racisme
 Rapporteuse : Mme Santerini, Italie, SOC
- Res. 2079 Egalité et coresponsabilité parentale: le rôle des pères
 Rapporteuse : Mme Hetto-Gaasch, Luxembourg, PPE/DC
- Res. 2084 Promouvoir les meilleures pratiques en matière de lutte contre la violence à l'égard
 des femmes
 Rapporteuse : Mme Gafarova, Azerbaïdjan, CE

Annexe 2
Liste des avis présentés par la commission en 2014-2015

2014

- Res. 1969 Evaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Conseil national palestinien
Rapporteuse : Mme Bilgehan, Turquie, SOC
- Res. 1984 La demande de statut de Partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire présentée par le Parlement de la République kirghize
Rapporteuse : Mme Bourzai, France, SOC
- Res. 2011 Faire barrage aux manifestations de néonazisme et d'extrémisme de droite
Rec. 2052 Rapporteuse : Mme Kazakova, Fédération de Russie, NI

2015

- Res. 2061 Evaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement du Maroc
Rapporteuse : Mme Gafarova, Azerbaïdjan, CE

Annexe 3
Listes des auditions et échanges de vues
tenus par la Commission sur l'égalité et la non-discrimination

2014

Crise et égalité :

- audition sur l'impact de la crise sur l'égalité et sur le travail des institutions nationales pour les droits de l'homme avec la participation du Dr Des Hogan, Directeur général délégué, Commission irlandaise de l'égalité et des droits de l'homme, Dublin (janvier 2014) ;
- audition avec la participation de M. Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme, Conseil de l'Europe ; et M. Alejandro Cercas, membre du Parlement européen, coordinateur du Groupe S&D au sein de la Commission Emploi et Affaires Sociales depuis 2009 et rapporteur sur le rôle et les opérations de la Troïka dans les pays du programme de la zone euro – Emploi et aspects sociaux du rôle et des opérations de la Troïka (juin 2014) ;
- échange de vues avec M. Luis Jimena Quesada, Président du Comité européen des droits sociaux (septembre 2014).

Prostitution, traite et esclavage moderne en Europe : audition sur les développements récents en matière de prostitution en France avec la participation de Mme Irène Aboudaram, Médecins du Monde, et M. Grégoire Théry, Secrétaire Général du Mouvement du Nid (janvier 2014).

Echange de vues avec M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe sur la violence à l'égard des femmes et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et l'identité de genre (janvier 2014).

Discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre – L'exécution des arrêts de la Cour de Strasbourg : audition jointe avec la Commission des affaires juridiques et des droits de l'homme avec la participation de M. André Potocki, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la France, et M. Nigel Warner, ILGA-Europe (janvier 2014).

Coopération avec l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) : échange de vues avec M. Morten Kjaerum, Directeur, M. Ioannis Dimitrakopoulos, Chef du Département de l'égalité et des droits des citoyens, et M. Mario Oetheimer, Direction des libertés et de la justice (mars 2014, Vienne).

Egalité et non-discrimination : focus sur l'Autriche : échange de vues avec Mme Ingrid Nikolay-Leitner, Médiatrice pour l'égalité de traitement (mars 2014, Vienne).

Combattre l'intolérance et la discrimination en Europe, notamment lorsqu'elles visent des chrétiens : audition avec la participation de Mme Gudrun Kugler, Observatoire sur l'intolérance et la discrimination contre les chrétiens et du Professeur Stefan Hammer, Département de Philosophie juridique, droit des religions et de la culture, Faculté de droit, Université de Vienne (mars 2014, Vienne).

Législation sur l'avortement : développements en Espagne et dans le reste de l'Europe : audition avec la participation de Mme Vicky Claeys, Directrice régionale du Réseau européen de la Fédération internationale des plannings familiaux (IPPF EN), et de M. Régis Brillat, Chef du Service de la Charte sociale européenne, Secrétaire exécutif du Comité européen des droits sociaux (avril 2014).

La situation des femmes dans les démocraties en construction au lendemain des révolutions arabes :

- audition avec la participation de Mme Gabriella Battaini-Draconi, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe et Mme Wassyla Tamzali, avocate algérienne, essayiste et éditorialiste, ancienne directrice du Programme de l'UNESCO pour la promotion de la condition des femmes de la Méditerranée (juin 2014) ;
- échange de vues avec Mme Nezha El Ouafi et M. Mohammed Mehdi Bensaid, membres de la délégation de partenaires pour la démocratie du Maroc (juin 2014).

Questions d'actualité : l'enlèvement de jeunes filles par Boko Haram et les violations massives des droits de l'homme contre les filles et les femmes au Nigeria : audition avec la participation du Dr Marc-Antoine Pérouse de Montclos, professeur à l'Institut français de Géopolitique, Université Paris 8, chercheur associé au Centre Population et Développement (CEPED) et chercheur associé, Programme pour l'Afrique, à la Chatham House (juin 2014).

Discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe : audition avec la participation de Mme Julia Ehrh, Directrice exécutive, TGEU – Transgender Europe (juin 2014).

Echange de vues avec Mme Brigitte Gonthier-Maurin, Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat français : échange de vues sur les activités de la délégation et sur les développements récents relatifs aux droits des femmes en France (septembre 2014).

Corruption et dimension de genre : audition jointe avec la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles avec la participation de M. Matthias Kopetzky, membre du conseil d'administration de l'Institut d'Audit Interne, Leader du Groupe d'étude antifraude, Autriche; et de Mme Helena Lišuchová, rapporteure du GRECO pour les questions de genre et membre du Bureau, Directrice du département de la coopération internationale, ministère de la Justice, République tchèque (octobre 2014).

L'un de nous? Le droit des personnes handicapées de vivre dans la société : audition jointe avec le Comité d'experts sur les droits des personnes handicapées du Conseil de l'Europe (DECS-RPD) avec la participation de Mme Gabriella Battaini-Draconi, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe ; M. Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe ; Mme Karina Chupina, formatrice principale pour le secteur de la jeunesse du Conseil de l'Europe, présidente de la Fédération internationale des jeunes malentendants ; et du Professeur Gerard Quinn, Directeur du Centre du droit et des politiques du handicap, Université de Galway, Irlande (octobre 2014).

Reconnaître et prévenir le néo-racisme : échange de vues avec Mme Christine Lazerges, Présidente de la Commission nationale consultative française des droits de l'homme (décembre 2014).

Thérapies de réorientation sexuelle et réglementation de la profession de psychothérapeute : audition avec la participation de M. Dominic Davies, Directeur, Pink Therapy, Royaume-Uni (décembre 2014).

Les droits des femmes salariées d'Europe orientale en matière d'emploi : audition avec la participation de Mme Marina Manke, experte en migration de main d'œuvre et développement humain, Organisation internationale pour les migrations, Bureau régional pour l'Europe du Sud Est, l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale, Vienne (décembre 2014).

2015

Egalité et coresponsabilité parentale : le rôle des pères :

- audition avec la participation de M. Leslie Shaw, ancien requérant auprès de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Shaw contre Hongrie, et Maître Grégory Thuan Dit Dieudonné, Avocat au Barreau de Strasbourg (janvier 2015) ;
- audition avec la participation de Professeur Hildegund Sünderhauf-Kravets, Faculté des sciences sociales, Université protestante de Nuremberg ; et de Mme Anne Solaz, Chargée de recherche, Institut national d'études démographiques (INED), Paris (mars 2015).

Evaluation de l'impact des mesures destinées à améliorer la représentation politique des femmes :

- audition avec la participation de Mme Réjane Sénac, Chargée de recherche au CNRS, Présidente de la Commission sur la parité en matière politique, administrative et dans la vie économique et sociale du Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, France (mars 2015) ;
- audition avec la participation de Mme Maria del Carmen Alanis Figueroa, membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit, Juge au tribunal suprême électoral, Mexique ; et Mme Zeina Hilal, Chargée de programme, Programme du partenariat entre hommes et femmes de l'Union interparlementaire (septembre 2015).

Reconnaître et prévenir le néo-racisme : audition avec la participation de M. Jean-Paul Lehnens, membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (avril 2015).

Prévenir l'islamophobie dans la lutte contre la radicalisation des jeunes : échange de vues avec Mme Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée parlementaire et Mme Gabriella Battaini-Draconi, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe ; avec la participation du Professeur Tahir Abbas, Département de sociologie, Université Fatih, Istanbul, Turquie ; de M. Bernard De Vos, Délégué général aux droits des enfants de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Belgique ; et du Dr Francesco Ragazzi, Maître de conférences en relations internationales, Institut de science politique, Université de Leiden, Pays-Bas (juin 2015).

Garantir l'égalité des droits et la protection contre les violences faites aux femmes dans les forces armées :

- audition avec la participation de Mme Françoise Gaudin, Haut fonctionnaire à l'égalité des droits, Ministère de la Défense, France (juin 2015).
- audition avec la participation de Mme Julia Pascual, journaliste, co-auteur du livre « *La guerre invisible* » (décembre 2015).

La collecte systématique de données relatives à la violence à l'égard des femmes : audition avec la participation de Mme Sylvia Walby, Professeur émérite de sociologie, Chaire UNESCO de recherche sur le genre, Université de Lancaster, Royaume-Uni ; et de Mme Therese Murphy, Chef des opérations, Institut européen pour l'égalité de genre (EIGE), Vilnius, Lituanie (juin 2015).

Les aspects sociologiques et les réalités de genre : discussion interactive animée par Mme Céline Petrovic, Docteure en sciences de l'éducation, chargée d'enseignement « *Genre et Éducation* », Université de Strasbourg, et M. Stéphane Galas, formateur spécialisé sur les questions de genre (septembre 2015).

Echange de vues avec Mme Manizha Naderi, Directrice exécutive de l'organisation Women for Afghan Women, candidate au Prix Vaclav Havel (septembre 2015).

Engagement renouvelé dans le combat contre l'antisémitisme en Europe : audition avec la participation de M. Henri Nickels, Chef du secteur Égalité, Département Égalité et droits des citoyens, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, Vienne (Autriche) ; Mme Cristina M. Finch, Chef du Département Tolérance et Non-discrimination, ODIHR/OSCE, Varsovie (Pologne) ; et M. Vincent Tiberj, sociologue, Chargé de recherches au Centre d'études européennes de Sciences Po Paris, Professeur à Sciences Po Bordeaux (décembre 2015).

Annexe 4
Liste des auditions organisées dans le cadre des sous-commissions
et activités de leurs membres respectifs

Sous-commission sur l'égalité de genre

Réseau parlementaire des femmes de l'Assemblée nationale de la République de Serbie : échange de vues avec la participation de Mme Marija Obradović, première coordinatrice de ce réseau (juin 2014).

Les femmes à l'abri de la violence au Royaume-Uni : la Convention d'Istanbul, réunion jointe avec le Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence et le *All-party parliamentary group on equalities* du Parlement britannique (décembre 2014, Londres).

La situation des femmes appartenant à des minorités : audition avec la participation de Mme Inger Elin Utsi, membre du Parlement sâme, Norvège ; Mme Cerasela Claudia Bănică, Centre pour la défense des droits de l'homme (CADO), Roumanie ; et Mme Tove H. Malloy, membre du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales au titre du Danemark (septembre 2015, audition jointe avec la sous-commission sur les droits des minorités).

Activités des membres

Mme Sahiba Gafarova (Azerbaïdjan, CE) a participé à la 59^e session de la Commission sur la condition de la femme, à New York, du 9 au 20 mars 2015.

Sous-commission sur le handicap et l'inclusion

Droits des personnes handicapées : échange de vues avec la participation de Mme Irena Kowalczyk-Kedziora, Secrétaire du Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur les droits des personnes handicapées (juin 2014).

Participation politique des personnes handicapées : audition avec la participation de Mme Martha Stickings, Administratrice chargée de recherche, Service de l'égalité et des droits des citoyens, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (avril 2015).

Sous-commission sur les droits des minorités

Tendances et enjeux de la protection des minorités en Europe : échange de vues avec la participation de Mme Michèle Akip, Chef du Secrétariat de la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales, Direction générale de la démocratie, Conseil de l'Europe (juin 2015).

La situation des femmes appartenant à des minorités : audition avec la participation de Mme Inger Elin Utsi, membre du Parlement sâme, Norvège ; Mme Cerasela Claudia Bănică, Centre pour la défense des droits de l'homme (CADO), Roumanie ; et Mme Tove H. Malloy, membre du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales au titre du Danemark (septembre 2015, audition jointe avec la sous-commission sur l'égalité de genre).

Activités des membres

Mme Athina Kyriakidou (Chypre, SOC), a participé à la 50^e réunion du Comité d'experts de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaire, le 17 mars 2015, à Strasbourg.

M. Damien Thiéry (Belgique, ADLE) a participé au débat thématique sur « *Langues régionales et minoritaires en Europe : évolutions récentes, défis et bonnes pratiques* », organisé par la Chambre des régions du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, le 21 octobre 2015, à Strasbourg.

Annexe 5
Liste des activités du Rapporteur général sur les droits des personnes LGBT

2014 – Robert Biedroń (Pologne, SOC)

13-14 mai – 2^e Forum européen IDAHO (Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie), La Valette (Malte).

16-17 mai – Conférence « *Est-ce que la Moldova est l'Etat champion dans la région pour assurer les droits des LGBT ?* », organisée par Genderdoc-M, Chisinau (République de Moldova).

3-4 juin – Table ronde « *Egalité pour tous* », organisée par le Comité européen pour la cohésion sociale, la dignité humaine et l'égalité (CDDECS), Strasbourg.

12 septembre – Conférence internationale organisée par la Fondation Hirschfeld-Eddy et l'ONG Labris et Défenseurs des droits civils de Belgrade sur « *Le futur nous appartient : les droits des personnes LGBT en route vers l'Union européenne* », Belgrade (Serbie).

29-31 octobre – 27^e Conférence mondiale de l'Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexuels (ILGA), Mexico (Mexique).

2015 – Jonas Gunnarsson (Suède, SOC)

15 mai – Déclaration à l'occasion de la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie.

3 juin – Déclaration sur l'interdiction de la marche des fiertés à Moscou et l'arrestation de M. Alekseyev.

22-23 octobre – Conférence internationale sur « *Questions transgenres dans le contexte médical et social* », organisée par l'ONG Insight en coopération avec le Bureau de l'Ombudsman d'Ukraine, Kiev (Ukraine).

24 octobre – Déclaration sur la dépathologisation des personnes transgenres.

5-6 novembre – Conférence Internationale sur le genre, la diversité et l'inclusion sociale, organisée par le *Kaos Gay and Lesbian Cultural Research and Solidarity Association*, Ankara (Turquie).

10 décembre – Conférence sur « *Le Conseil de l'Europe et le rôle des institutions nationales des droits de l'homme, des instances pour l'égalité et des médiateurs dans la promotion de l'égalité et de l'inclusion sociale* », organisée par l'ombudsman parlementaire de Finlande, le Centre des droits de l'homme finlandais et le Conseil de l'Europe, à Helsinki (Finlande).

Annexe 6

Liste des activités du Réseau parlementaire pour le droit des femmes de vivre sans violence et du Rapporteur général sur la violence à l'égard des femmes et coordinateur politique

2014 – M. Mendes Bota (Portugal, PPE/DC)

29 janvier 2014 – *L'exploitation sexuelle des filles*, Strasbourg, audition avec la participation de Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe ; Mme Livia Aninosanu, directrice de programmes de l'ONG « Centre pour le partenariat et l'égalité » (Roumanie) et Mme Roshan Heiler, directrice du centre de conseil SOLWODI (Allemagne).

4 mars 2014 – *Se concentrer sur les besoins des victimes*, Vienne, audition avec la participation de Mme Gabriele Heinisch-Hosek, Ministre fédérale de l'Education et de la Condition féminine, Autriche ; Mme Luisella Pavan-Woolfe, Ambassadeur, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès du Conseil de l'Europe et Mme Ursula Till-Tentschert, Chargée de Programmes à l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

10-11 mars 2014 – Participation du Rapporteur général à la 58^e session de la Commission sur la condition de la femme, New-York.

19 mars 2014 – Participation du Rapporteur général au débat thématique sur la violence à l'égard des femmes organisé par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Strasbourg.

9 avril 2014, Strasbourg – Spectacle *Blessées à mort*, Strasbourg, avec la participation de : Anne Brasseur, Gabriella Battaini-Dragoni, Serena Dandini, Maura Misiti, Carole Mathieu Castelli, Najat Al-Astal, Gülsün Bilgehan, Ismeta Dervoz, Tatiana Pârvu, Carmen Quintanilla Barba, Fatiha Saïdi et Maria Edera Spadoni.

24 juin 2014 – *La violence à l'égard des femmes handicapées*, Strasbourg, audition avec la participation de Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe ; Mme Ana Peláez Narváez, membre du Comité des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées, Directrice des relations internationales de l'Organisation nationale espagnole des aveugles (ONCE) (par vidéo-conférence) ; et le Professeur émérite Gill Hague, Professeur sur la violence à l'égard des femmes, Centre d'études pour la recherche sur le genre et la violence, Ecole d'études politiques, Université de Bristol, Royaume-Uni.

18-19 septembre 2014 – Conférence *A l'abri de la peur, à l'abri de la violence*, Rome.

25 septembre 2014 – Participation du Rapporteur général au séminaire nordique sur « *Les meilleures pratiques pour lutter contre la violence à l'égard des femmes* », Reykjavik (Islande).

30 septembre 2014 – *La violence sexuelle à l'égard des femmes dans les conflits armés*, Strasbourg, audition avec la participation de Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe ; Mme April Pham, conseillère GenCap auprès du Comité permanent interorganisations (IASC) (Suisse) ; Mme Monika Hauser, Directrice de *medica mondiale* et lauréate du Prix Nord-Sud 2012 du Conseil de l'Europe (Allemagne) et Mme Hana Ayele, membre du réseau Survivor Speak OUT (Royaume-Uni).

2015 - Mme Sahiba Gafarova (Azebaïdjan, CE)

23 avril 2015 – *Les mariages forcés*, Strasbourg, audition avec la participation de Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe ; Mme Lucy Monaghan, Chef de l'unité sur les mariages forcés, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth (Royaume-Uni) et Mme Ellen Høvik, Directrice de campagne, Plan Norvège.

16 juin 2015 – Séminaire parlementaire sur la Convention d'Istanbul, Tbilissi (Géorgie).

24 juin 2015 – *Les mutilations génitales féminines*, Strasbourg, audition avec la participation de Mme Naana Otoo-Oyortey, directrice de FORWARD (Royaume-Uni) et Présidente du Conseil d'administration du Réseau Européen End FGM, Bruxelles (Belgique) ; Dr Pierre Foldès, chirurgien, et Mme Frédérique Martz, directrice, Institut en santé génésique, Saint-Germain-en-Laye (France) ; Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe.

30 septembre 2015, Strasbourg :

- *Le rôle des parlements dans le suivi de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul*, Strasbourg, audition avec la participation de M. l'Ambassadeur Erdoğan Şerif Işcan, Représentant Permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe et Président du Comité des Parties à la Convention d'Istanbul, et Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe.
- Echange de vues avec Mme Samira Meraïi Friâa, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance de Tunisie.

20 octobre 2015 – Conférence sur « *Le suivi de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul: nouvelles synergies* », Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) et rencontre bilatérale avec Mme Dubravka Simonovic, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences.

25 novembre 2015 – Déclaration pour la Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes.

Annexe 7

Liste des activités de l'Alliance parlementaire contre la haine (2015) et de la Rapporteuse générale sur le racisme et l'intolérance (2014-2015)

2014 – Mme Maria Giannakaki (Grèce, SOC)

29 – 30 octobre 2014 – Participation à la 8^e réunion du Comité ad hoc d'experts sur les questions roms (CAHROM), à Sarajevo (Bosnie et Herzégovine).

13 novembre – Participation au 10^e anniversaire de la conférence de Berlin sur l'antisémitisme, organisée par les autorités allemandes et l'OSCE, à Berlin (Allemagne).

10 décembre – Echange de vues avec les membres de l'ECRI, à Strasbourg.

2015 – Mme Milena Santerini (Italie, SOC)

29 janvier – *La lutte contre l'antisémitisme en Europe*, Strasbourg, audition avec la participation de M. Maurice Sosnowski, Président du Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique ; Mme Snežana Samardžić-Marković, Directrice Générale, Direction générale de la démocratie, Conseil de l'Europe, et Mme Jane Braden-Golay, Présidente de l'Union européenne des étudiants juifs.

19 mars, Paris :

- *Mouvement contre le discours de haine du Conseil de l'Europe* : échange de vues avec la participation de coordinateurs nationaux du Mouvement : M. Jan Dabkowski, Pologne ; M. Bruno del Mazo de Unamuno, Espagne ; M. Eirik Rise, Norvège;
- *La liberté d'expression et le discours de haine* : audition avec la participation de M. Nicolas Hervieu, Chargé d'enseignement, Université Panthéon-Assas, Paris.

23 juin – *Prévenir l'islamophobie dans la lutte contre la radicalisation des jeunes*, Strasbourg, audition avec la participation de Mme Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée parlementaire, Mme Gabriella Battaini-Dragnoni, Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe ; Professeur Tahir Abbas, Département de sociologie, Université Fatih, Istanbul, Turquie ; M. Bernard De Vos, Délégué général aux droits des enfants de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Belgique, et Dr Francesco Ragazzi, Maître de conférences en relations internationales, Institut de science politique, Université de Leiden, Pays-Bas.

29 septembre – « *Réfugiés, pas les bienvenus* » : *traitement médiatique et politique de la crise actuelle des migrants et des réfugiés*, Strasbourg : audition en présence de Mme Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée parlementaire, et avec la participation de M. Tim Finch, consultant et écrivain, ancien Chef de la communication, Refugee Council (Royaume-Uni), et M. Yousef Kak, médecin, réfugié syrien vivant en France.

2-3 novembre – Participation de la Rapporteuse générale aux « *Rencontres 2015 sur la dimension religieuse du dialogue interculturel* », organisée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Sarajevo (Bosnie-Herzégovine).

19 novembre – Participation de la Rapporteuse générale au Forum mondial de la démocratie, laboratoire 8 sur les réponses à la haine, Strasbourg.